



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Objet de la consultation :

PROGRAMME REGIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE 2019-2022

PROGRAMME LECTIO

REGION OCCITANIE

Hôtel de Région
22 Boulevard du Maréchal JUIN
31406 Toulouse CEDEX 09

ACCORDS CADRES DE SERVICES

SOMMAIRE

I.	Orientations générales.....	4
	Préambule	4
1.	Une démarche d'élaboration concertée.....	5
2.	Une nouvelle étape dans l'articulation des achats entre la Région et Pôle emploi	5
3.	Les grands principes du Programme Régional de Formation.....	6
3.1.	La qualité.....	7
3.2.	L'égalité des chances.....	8
3.3.	Le développement durable.....	8
3.4.	La transition écologique et énergétique.....	9
3.5.	La citoyenneté	10
3.6.	Les enjeux du numérique.....	10
3.7.	Les enjeux de la territorialisation	11
3.8.	L'adéquation Emploi-Formation	11
4.	Un nouvel outil de gestion : SIGMA FP.....	11
II.	Les objectifs de LECTIO	12
2.	Finalités des actions du programme	12
3.	Les objectifs	12
4.	Public visé et entrée en formation	13
4.1.	Public visé	13
4.2.	Critères d'accès	13
4.3.	Prescriptions	13
5.	Durée des parcours de formation.....	13
6.	Modalités pédagogiques	14
6.1.	Individualisation des parcours.....	14
6.1.1.	Mise en œuvre de l'individualisation	14
6.1.2.	Positionnement du stagiaire	15
6.1.3.	Accompagnement du stagiaire.....	15
6.1.4.	Évaluation des acquis en cours de formation et réajustement du parcours	16
6.2.	Méthodes pédagogiques attendues.....	16
7.	Financement	17
8.	Animation du dispositif.....	17
9.	Évaluation.....	17
III.	Principes et obligations.....	17
1.	Accueil, prescription, recrutement.....	17
1.1.	Présentation du réseau des prescripteurs habilités et de ses missions.	17

1.2. Information auprès des prescripteurs	18
1.3. Information auprès des acteurs de proximité :	19
1.4. Accueil et information des candidats	19
1.5. Recrutement des candidats	19
2. Mise en œuvre de la formation	20
2.1. Organisation des sessions de formation	20
2.2. Inscription des stagiaires et déclaration d'ouverture	21
2.3. Accueil du stagiaire	21
2.4. Contrat de formation	22
2.5. Prise en compte des personnes en situation de handicap	22
2.6. Elections du délégué des stagiaires	23
2.7. Formation en Centre	23
2.7.1. Justificatif de réalisation	23
2.7.2. Emargement	23
2.7.3. Saisie mensuelle des heures réalisées	24
3. Au terme de la formation	24
3.1. Bilan individuel du parcours du stagiaire	24
3.2. Attestation de fin de stage – portefeuille de compétences.....	24
3.3. Poursuite de parcours.....	25
3.4. Interruption de parcours	25
3.5. Saisie en fin de parcours de formation	25
3.6. Suivi post formation	25
3.7. Saisie en fin de bon de commande.....	26
4. Protection sociale	26
4.1. Constitution des Dossiers de protection sociale (P2 S)	26
4.2. Obligations contractuelles de l'organisme de formation	27
5. Moyens et supports	27
5.1. Garantir la qualité des formations	27
5.1.1. Qualité des intervenants	27
5.1.2. Modification des modalités de mise en œuvre.....	28
5.1.3. Présence effective du formateur auprès des stagiaires.....	28
5.1.4. Référents	29
5.2. Gratuité des équipements ressources et frais pédagogiques	29
5.3. Centre de ressources	30
5.4. Restauration et hébergement	30
5.5. Supports pédagogiques	30
5.6. Les sites de formation	30

I. Orientations générales

Préambule

La Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée a concrétisé l'engagement majeur qu'elle porte en faveur de la formation et de l'emploi à travers le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelle (CPRDFOP), signé en mars 2017 par la Région, l'Etat et les partenaires sociaux. Ce document ambitieux constitue le socle commun de la **stratégie régionale en matière d'emploi, d'orientation et de formation professionnelle** pour cinq années. Son élaboration, fruit d'une large concertation, a été étroitement articulée avec la rédaction d'autres documents stratégiques tels que le Schéma Régional du Développement Economique, Innovation et Internationalisation (SRDEII), celui de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ainsi que le Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales (SRFSS).

Le CPRDFOP pointe trois défis majeurs à relever en matière de formation professionnelle :

- Faire face aux évolutions de la demande économique : les perspectives d'embauche en région Occitanie sont en progression. Le développement de la silver économie, l'intégration des outils numériques ou la transition énergétique tout comme les enjeux de l'innovation impactent la plupart des emplois existants et vont offrir de nouvelles opportunités de formations et d'emplois qualifiés dans tous les secteurs de l'économie régionale.
- Accompagner les dynamiques territoriales : pour se développer les territoires ont besoin de compétences et il est indispensable de proposer en tout lieu du territoire une offre de formation pour éviter les mobilités subies. A cet effet, la formation constitue un des vecteurs de développement de nos territoires.
- Offrir les possibilités d'accéder tout au long de sa vie à des dispositifs de formation pour accéder à un niveau de qualification et de développer ses compétences et ses savoirs faire. La Région doit garantir l'égalité des chances et encourager l'élévation du niveau de qualification de ses habitants.

Le Programme Régional de Formation 2019-2022 doit contribuer à répondre à ses enjeux. Il s'inscrit dans les orientations déclinées par le CPRDFOP, en faveur d'une démarche d'excellence en matière de croissance et d'emploi.

1. Une démarche d'élaboration concertée

A l'instar de la démarche de concertation adoptée pour l'élaboration des différents schémas, (CPRDFOP, SRDEII, SESRI, SRADDT pour l'aménagement du territoire) la Région a tenu à associer ses partenaires (acteurs économiques, réseaux régionaux des prescripteurs de formation, réseaux régionaux des organismes de formation, Etat, autres financeurs publics de formation – Pôle emploi, Agefiph, OPCA ...) à la construction de son nouveau Programme Régional de Formation.

La concertation a porté sur :

- la refonte des programmes de formation à l'échelle de l'Occitanie,
- l'identification des besoins en compétences au niveau territorial et au niveau régional.

Ainsi, les réseaux régionaux des organismes de formation et des prescripteurs ont été sollicités afin d'apporter leurs contributions sur les programmes de formations actuels. Une restitution de leurs propositions a eu lieu le 23 mars 2017.

En parallèle, la Région a lancé :

- une démarche d'identification des besoins, afin d'établir et partager avec les partenaires locaux, un diagnostic des besoins en compétences sur chaque territoire.
- des concertations avec les branches professionnelles et les acteurs économiques des filières structurantes de l'économie régionale dans le cadre du Schéma Régional de la Formation Professionnelle (SRFP). Le diagnostic sectoriel produit a permis au CARIF OREF de réaliser une synthèse transmise aux partenaires (dont Pôle emploi, l'Etat et l'Agefiph) et de participer à l'élaboration du prochain Programme Régional de Formation.

2. Une nouvelle étape dans l'articulation des achats entre la Région et Pôle emploi

Avec la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, le rôle de la Région en matière de formation professionnelle des demandeurs d'emploi a été renforcé. Elle est chargée de coordonner l'achat public de formation pour son compte et concernant les formations collectives pour le compte de Pôle Emploi.

Face au double défi de répondre aux besoins en compétences des entreprises et au droit à la sécurisation des parcours professionnels, la Région et Pôle Emploi ont engagé, depuis plusieurs années, un travail concerté pour organiser et optimiser les moyens et instruments de la formation.

Les deux acteurs souhaitent renforcer le pilotage de l'offre de formation et la complémentarité des dispositifs de formation afin de rendre plus lisible les responsabilités de chacun. Les titulaires des marchés seront informés des éventuels cofinancements des actions (FSE, Pôle emploi, PIC etc.) à travers les bons de commande qui leur seront adressés.

3. Les grands principes du Programme Régional de Formation

La Région s'est engagée dans la construction d'un programme de formation unique, lisible, et harmonisé à l'échelle Occitanie. Ce programme doit permettre à toute personne ayant suivi un parcours de formation, de retrouver le chemin de l'emploi.

Ce chemin peut emprunter plusieurs voies : la remise à niveau de compétences de base, l'acquisition de savoir-être et de savoir-faire, la définition et la consolidation d'un projet, la qualification ou la certification. Ces étapes constituent des gages de qualité qui garantissent aux entreprises les compétences essentielles pour leur développement.

Pour ce faire, la Région a organisé son Programme Régional de Formation (PRF) en 8 grands programmes :

INTITULE	PUBLIC	FINALITE	REMUNERATION
LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME LECTIO	Toute personne de plus de 16 ans (y compris les non demandeurs d'emploi)	Sortir de la situation d'illettrisme en atteignant les degrés 2 du cadre de référence de l'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme	N'ouvre pas droit à rémunération
DECLIC	Mineur de plus de 16 ans en décrochage scolaire	Raccrocher les publics des jeunes décrocheurs scolaires pour leur permettre à l'issue de leur parcours, d'accéder à une formation	N'ouvre pas droit à rémunération
ECOLES DE LA DEUXIEME CHANCE REGIONALES	18-25 ans (ou 18-30 ans), 16-18 ans en poursuite de parcours	Définir un projet professionnel tout en travaillant sur la remise à niveau des savoirs de base grâce à un accompagnement renforcé	Ouvre droit à rémunération
PROJET PRO	Demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi, toute catégorie	Définir, valider un projet professionnel et consolider les savoirs de base pour accéder à la formation qualifiante ou à l'emploi	Ouvre droit à rémunération
QUALIF PRO	Demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi, toute catégorie	Obtenir une qualification certifiante ou non pour accéder à un emploi <ul style="list-style-type: none"> ❖ Formations certifiantes ❖ Parcours intégrés : formations certifiantes avec possibilité de pré-certification pour sécuriser l'obtention de la certification ❖ Formations professionnalisantes ❖ Compétences plus : formations courtes sur logiciels, langues, formations réglementaires... ❖ Préparations aux concours sanitaires et sociaux et concours administratifs 	Ouvre droit à rémunération Sauf « Compétences plus » et « Préparation aux concours »
FORMATION PERSONNES DETENUS AVENIR	Public détenu-es	Favoriser l'insertion des personnes placées sous-main de justice et contribuer à la prévention de la récidive, à travers des actions préparatoires ou qualifiantes.	Ouvre droit à rémunération

Deux autres programmes en subvention complètent cette liste. Leur cadrage sera délibéré courant 2018.

INNOV EMPLOI	Demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi, toute catégorie	Soutenir des projets de formation expérimentaux, innovants ou liés à des promesses d'embauche	Ouvre droit à rémunération
FORPRO SUP	Demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi, toute catégorie	Suivre une formation qualifiante dans un établissement d'enseignement supérieur	Ouvre droit à rémunération

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières concerne le programme LECTIO.

3.1. La qualité

La Région apporte une attention particulière à la qualité des formations proposées sur son territoire conformément aux dispositions de la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (Article L.6316-1 Code du travail).

Elle s'attache à développer un appareil de formation de qualité adapté aux besoins des publics et aux enjeux économiques. Cette volonté s'inscrit dans le CPRDFOP 2016-2021.

A cet effet, elle encourage le déploiement sur l'ensemble de son territoire des démarches qualité qui permettent aux organismes d'obtenir une certification ou un label inscrit sur la liste du Conseil National de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles (CNEFOP) et notamment le **label Certif'Région** qu'elle a initié depuis 2012 en partenariat avec 19 partenaires financeurs, OPCA, OPACIF, Pôle emploi, Direccte et AGEFIPH.

Le **label Certif'Région** est en totale conformité avec le décret du 30 juin 2015 qui définit les six critères de qualité réputés être une garantie de la capacité des prestataires de formation à dispenser une formation de qualité.

Ces six critères sont :

1. L'identification précise des objectifs de la formation et son adaptation au public formé ;
2. L'adaptation des dispositifs d'accueil, de suivi pédagogique et d'évaluation aux publics de stagiaires ;
3. L'adéquation des moyens pédagogiques, techniques et d'encadrement à l'offre de formation ;
4. La qualification professionnelle et la formation continue des personnels chargés des formations ;
5. Les conditions d'information du public sur l'offre de formation, ses délais d'accès et les résultats obtenus ;
6. La prise en compte des appréciations rendues par les stagiaires.

Ces six critères "qualité" font partie intégrante des exigences posées par la Région dans la présente consultation.

3.2. L'égalité des chances

La Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée s'est engagée à **lutter contre les inégalités et les discriminations**. Ce principe est inscrit dans le Contrat de Plan Régional de développement des formations professionnelles 2016/2021 qui affiche la volonté de garantir, au-delà de l'égalité des droits, **une réelle égalité des chances**.

Handicap

La loi du 5 mars 2014 a renforcé les compétences des Régions dans le domaine de la formation professionnelle, notamment celle en faveur des personnes en situation de handicap.

La Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée souhaite que l'ensemble des acteurs œuvrant pour l'accès à la formation et à l'emploi des personnes handicapées (prescripteurs, organismes de formation, financeurs de la formation...) partage cette volonté et s'engage à mettre en œuvre des actions concrètes pour favoriser leur insertion. Ces actions seront intégrées dans le plan régional d'actions 2018-2021 pour la prise en compte des handicaps, en cours de finalisation.

Egalité Femmes Hommes

La Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée s'engage par un plan d'actions transversal pour une égalité réelle entre les femmes et les hommes. Sur le volet de l'orientation et de la formation professionnelle, il s'agit plus particulièrement de mobiliser tous les leviers de l'orientation pour atteindre une plus grande mixité dans les métiers et les formations notamment dans les métiers du numérique, de l'aérospatial/aéronautique, de l'industrie et des services à la personne.

Ainsi, il est attendu que l'ensemble des acteurs favorise cette mixité et veille aux représentations de genre qui pourraient être diffusées dans le cadre des formations.

3.3. Le développement durable

La Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée intègre la démarche de développement durable au sein des politiques régionales, au travers des quatre axes suivants :

- plus de solidarité et d'équité entre habitants et territoires,
- une économie régionale responsable au regard des enjeux environnementaux et sociaux,
- faire face aux enjeux de la transition énergétique et écologique,
- une collectivité éco-responsable.

Le développement durable repose sur 5 finalités :

1. L'épanouissement de tous les êtres humains par l'accès de tous aux besoins essentiels ;
2. La cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations ;
3. La lutte contre le changement climatique et la protection de l'atmosphère ;
4. La préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources ;
5. Des dynamiques de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Afin de répondre aux ambitions de la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée, les organismes de formation intégreront les principes du développement durable dans leurs pratiques, dans l'accompagnement et la sensibilisation des stagiaires de la formation professionnelle.

Les organismes de formation intervenant dans le cadre du Programme Régional de Formation sont des vecteurs de diffusion des pratiques de développement durable concourant à l'évolution des savoir-faire professionnels. En conséquence, ils sont invités à présenter dans leur offre les éléments témoignant d'une adaptation des contenus de formation aux principes du développement durable, appliqués à l'exercice professionnel ciblé, mais également aux situations de la vie quotidienne.

Dans cet objectif, la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée accompagne les organismes et leur propose différentes ressources (un module de sensibilisation des stagiaires de la formation professionnelle au développement durable, des bulletins de veille "outils", les comptes rendus des journées d'échanges des organismes de formation par filière). Ces ressources sont accessibles sur les sites internet de la Région et de l'Agence Régionale pour l'Environnement Occitanie (ARPE).

3.4. La transition écologique et énergétique

La Région Occitanie est notamment engagée dans une démarche de transition écologique et énergétique et souhaite que l'ensemble de ses politiques publiques prennent en compte :

- La réduction des besoins d'énergie par la sobriété et l'efficacité énergétiques, couvertes par des énergies renouvelables produites localement, afin que l'Occitanie devienne la première Région à énergie positive d'Europe à l'horizon 2050 ;
- La promotion et de développement de l'économie circulaire afin d'atteindre les objectifs de la loi pour la Transition Energétique et la Croissance Verte et que la Région s'inscrive dans une dynamique Zéro Gaspillage Zéro déchets.

Les organismes de formation - en tant qu'acteurs économiques - doivent participer à la réalisation de ces objectifs afin que les professionnels de demain aient les connaissances et les compétences nécessaires pour concourir à la transition écologique et énergétique ainsi qu'à une économie plus circulaire.

Il ne s'agit pas seulement de sensibiliser les stagiaires à cette problématique en tant que citoyen, mais aussi de décliner de manière opérationnelle la prise en compte professionnelle de ces objectifs, adaptée à chaque secteur.

3.5. La citoyenneté

Au-delà des connaissances et compétences professionnelles, l'organisme de formation favorisera la prise de conscience citoyenne des stagiaires notamment à l'occasion des séquences collectives.

Pour ce faire, différents aspects pourront être abordés :

- Droits et devoirs du citoyen : tolérance, notion d'intérêt général, principes d'égalité et reconnaissance de la différence, liberté d'expression, liberté individuelle, laïcité ;
- Coopération, autonomie et sens des responsabilités ;
- Dialogue, argumentation, confrontation des idées, jugement critique.

3.6. Les enjeux du numérique

Le numérique transforme profondément les emplois. D'ici 2020, 90% des métiers nécessiteront des compétences en numérique. Face à l'accélération de la digitalisation des secteurs d'activité, la Région souhaite adapter son offre de formation régionale à l'ère du numérique. La transformation numérique dans le Programme Régional de Formation 2019-2022 vise 3 axes : former les stagiaires, transformer les méthodes pédagogiques et renforcer l'offre sur le numérique.

- **Préparer les stagiaires aux emplois de demain pour leur permettre de vivre et de travailler dans une société digitale.**

Il s'agit de former les stagiaires aux usages numériques pour les rendre compétitifs sur le marché de l'emploi et ce, dans l'ensemble des secteurs d'activité. Il s'agit également de renforcer la lutte contre la fracture numérique (nouvelle source d'exclusion).

- **Développer l'appropriation du digital par les organismes de formation comme vecteur de réussite pédagogique.**

Former à l'ère du numérique, c'est rendre l'apprentissage plus attractif et davantage actif. Aussi, la Région entend développer la montée en compétence des organismes de formation sur la digitalisation des formations, facteur d'enrichissement et de réussite pédagogique. Pour opérer cette mutation, le processus de digitalisation doit s'accompagner d'une refonte globale de l'approche pédagogique.

- **Développer une offre de formation dans le secteur du numérique.**

La Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée a déployé sur l'ensemble de la Région des Ecoles Régionales du Numérique pour attirer des talents et répondre aux gisements d'emplois dans le secteur du numérique. La Région renforcera son offre de formation à destination des demandeurs d'emploi pour répondre aux enjeux forts du secteur.

3.7. Les enjeux de la territorialisation

La Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée est la 2^{ème} plus grande Région de France avec 13 départements, il est par conséquent essentiel de déployer une offre de formation professionnelle de proximité sur l'ensemble du territoire régional. La territorialisation constitue un enjeu majeur pour prendre en compte :

- la dimension du territoire régional ;
- les dynamiques territoriales et les projets de développement locaux pour agir au plus près des besoins des entreprises en permettant aux publics formés d'acquérir les compétences requises ;
- les nouvelles compétences notamment en développement économique qui font écho aux questions d'emploi et de formation ;
- la nécessité de garantir une égalité d'accès à la formation pour tous en répondant aux aspirations professionnelles des habitants d'Occitanie et au-delà des deux Métropoles ;
- les valeurs du service public et de la relation aux usagers.

Dans un souci d'équité territoriale, la formation ouverte et à distance (FOAD) permettra de répondre à des enjeux d'égalité d'accès à la formation pour tous les demandeurs d'emploi notamment dans les territoires ruraux, en déployant une offre de formation qui permette de répondre à des besoins répartis sur le territoire.

3.8. L'adéquation Emploi-Formation

La Région a un contact privilégié avec les différents acteurs économiques (branches professionnelles, Pôle Emploi, OPCA, réseaux d'entreprises et de professionnels, etc.) pour l'expression du besoin en matière de compétences métiers et de qualifications.

De même, il appartiendra aux organismes de formation de démontrer leur implication auprès des acteurs économiques.

Par exemple, pourront être prévues des interventions de professionnels permettant aux stagiaires d'être sensibilisés aux compétences attendues, à la réalité du travail voire de communiquer aux stagiaires les opportunités d'emploi.

4. Un nouvel outil de gestion : SIGMA FP

Dans la perspective de la mise en œuvre du Programme Régional de Formation 2019-2022, la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée se dote d'un nouveau

système d'information et de gestion des marchés de la formation professionnelle - SIGMA FP – et met à disposition des organismes de formation un extranet destiné à :

- assurer le suivi de l'exécution des actions de formation (ouverture/clôture, dates de réalisation...),
- gérer les données individuelles des stagiaires et les états de présence, en lien avec l'outil de gestion de la rémunération – DEFI,
- saisir les données de facturation et gérer les éditions associées au format numérique,
- renseigner les enquêtes individuelles de situation à la sortie, à 3 et 6 mois et le bilan de fin de formation,
- assurer la circulation des données Région – Pôle emploi – Agence de Service et de Paiement (ASP).

II. Les objectifs de LECTIO

1. Finalités des actions du programme

Ce dispositif doit permettre aux stagiaires de sortir d'une situation d'illettrisme. Selon la spécificité du public, il doit aussi permettre de s'inscrire dans une dynamique de construction de parcours, pour le public ayant un objectif d'insertion professionnelle ou d'évolution professionnelle.

2. Les objectifs

Ce programme a pour objectif de permettre au public en situation d'illettrisme d'atteindre les degrés 1 et 2 des savoirs fondamentaux (oral et écrit) du cadre national de référence « Lutter ensemble contre l'illettrisme » de l'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme (ANLCI) et ce en :

- consolidant les savoirs de base par des pratiques pédagogiques innovantes.
- développant l'autonomie et le savoir être en facilitant les actes de la vie courante à travers des projets de vie collectifs autour d'activités sportives, culturelles ou liées à la notion de citoyenneté.

Niveau attendu à la sortie :

A l'issue de la formation, le stagiaire doit être sorti de sa situation d'illettrisme. Par cela on entend que le stagiaire doit être en capacité de : « lire et comprendre un texte portant sur des situations de la vie quotidienne, écrire et transmettre des informations simples, utiliser des nombres, avoir des repères dans l'espace et le temps, d'être plus autonome dans sa vie familiale, professionnelle et citoyenne » à la sortie du dispositif. Le prestataire devra être en capacité de fournir les éléments permettant d'attester de cet état de fait.

3. Public visé et entrée en formation

3.1. Public visé

Tout public de plus de 16 ans, demandeur d'emploi ou non, en situation d'illettrisme qui :

- après avoir été scolarisé en France, n'a pas acquis une maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture, du calcul, des compétences de base, pour être autonomes dans les situations simples de la vie courante. Il s'agit pour lui de réapprendre, de renouer avec la culture de l'écrit, avec les formations de base.
- ne maîtrise pas le degré 2 des savoirs fondamentaux (oral et écrit) du cadre national de référence « Lutter ensemble contre l'illettrisme » de l'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme (ANLCI).

3.2. Critères d'accès

Ne pas détenir le degré 2 des savoirs fondamentaux (oral et écrit) du cadre national de référence « Lutter ensemble contre l'illettrisme » de l'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme (ANLCI).

3.3. Prescriptions

Pourront prétendre à une entrée en formation sur ce programme :

- Les candidats orientés par un réseau prescripteur habilité par la Région (Pôle emploi, Mission Locale, conseillers d'insertion des Départements, CIDFF, Cap emploi, APEC, OPACIF),
- Les candidats bénéficiant d'une suite de parcours par l'intermédiaire de la fiche navette.

Le repérage et l'orientation du public sur ce dispositif sont des questions fondamentales. C'est pourquoi, le titulaire pourra accueillir directement des publics orientés par des acteurs relais sur les territoires (confère article III.1.3) ou des actifs salariés.

4. Durée des parcours de formation

S'agissant de parcours de formation individualisés, les volumes horaires comme les durées hebdomadaires de formation sont donnés à titre indicatif. Cependant, les parcours de formation ne pourront se prolonger au-delà de 12 mois.

Les parcours individualisés seront proposés à temps partiel, en continu ou discontinu.

Le temps partiel sera modulé chaque fois que possible afin de permettre de retrouver progressivement le goût d'apprendre et la confiance nécessaires pour éviter toutes ruptures de parcours.

Les parcours doivent être souples avec un minimum de quatre heures hebdomadaires afin de pouvoir concilier la formation avec les contraintes d'un emploi ou de la vie quotidienne.

Obligation d'ouverture

En dehors des périodes de fermeture annuelle, les périodes de formations proposées doivent pouvoir s'effectuer selon les territoires et en fonction des besoins :

- au moins deux fois par semaine après 18H00.
- au moins un samedi par mois.

5. Modalités pédagogiques

La phase de formation en centre peut intégrer diverses situations pédagogiques :

- des enseignements (dits "classiques") en regroupement ;
- des temps d'auto-formation encadrée par un formateur en présentiel ;
- des projets pédagogiques collectifs ;
- des entretiens individuels avec le référent de parcours ;
- des sorties pédagogiques en lien avec la formation ;
- des mises en situation pratiques ;
- la réalisation de démarches extérieures : convocations du prescripteur, etc.

La clé de réussite de ce nouveau dispositif repose sur la mise en œuvre d'une pédagogie appropriée au profil des publics afin d'apporter une réponse formative et qualitative sur les territoires. Il est attendu des opérateurs de formation des modalités de réalisation des actions adaptées pour garantir l'acquisition de nouvelles connaissances et compétences et éviter tous phénomènes de décrochage.

5.1. Individualisation des parcours

Quelle que soit la finalité de l'action envisagée, la Région attend que chaque stagiaire puisse bénéficier d'un parcours de formation personnalisé.

L'organisation pédagogique de l'action de formation, mais aussi la phase de positionnement et celle d'évaluation, doivent permettre de déterminer pour chaque stagiaire, en fonction de ses besoins, de ses acquis et de son rythme d'apprentissage, les modules dont il a besoin et d'adapter leur durée, leur contenu et les moyens pédagogiques et matériels nécessaires.

5.1.1. Mise en œuvre de l'individualisation

Orchestrée par le titulaire, l'individualisation s'applique donc à toutes les phases du parcours de formation, en concertation permanente avec le stagiaire, et en

lien systématique avec le prescripteur si le stagiaire est suivi par un des prescripteurs de la Région.

Néanmoins, l'individualisation des parcours ne doit pas faire renoncer aux effets positifs de la dynamique de groupe. En effet, la dimension collective reste importante pour la mise en confiance et la réussite des stagiaires.

L'individualisation consiste également en une modularisation des formations qui permet de structurer les parcours qui tiennent compte à la fois des objectifs de la formation et des acquis du stagiaire.

5.1.2. Positionnement du stagiaire

Dans le cadre de l'intégration sur ce dispositif, chaque stagiaire bénéficie d'un positionnement nécessaire à la construction de son projet individualisé, positionnement qui intégrera impérativement le référentiel de l'ANLCI.

Cette phase, qui permet d'élaborer le programme individuel de formation repose sur :

- l'identification des atouts et des freins pour la réussite du parcours de formation.
- l'élaboration d'un parcours personnalisé de formation au travers d'un plan de formation individualisé.

Le positionnement s'achève obligatoirement par une restitution dont l'objectif est de communiquer les résultats du positionnement aux stagiaires.

Tous documents ou information liés aux positionnements, au bilan intermédiaire et au bilan final, pourrons être demandés par la Région.

5.1.3. Accompagnement du stagiaire

Afin de favoriser la réussite du stagiaire dans son parcours, un accompagnement individualisé est instauré. Pour cela, chaque stagiaire sera suivi individuellement tout au long de son parcours par un référent unique, un référent de parcours, qui aura pour missions :

- de co-construire avec le stagiaire son Parcours Individualisé de Formation à la lumière du diagnostic de positionnement ;
- d'analyser sa progression pédagogique et procéder à des réajustements éventuels durant le parcours. Pour ce faire, il est régulièrement en relation avec l'équipe de formateurs sur chaque module. Des réunions d'équipe pourront être organisées à cette fin ;
- d'aider le stagiaire à lever ses freins périphériques à l'insertion (problématique sociale, familiale). Le référent s'appuiera sur un réseau de partenaires sociaux identifiés ;
- de prévenir les ruptures de parcours et favoriser la sécurisation des parcours ;

- d'aider à la détection, à la prise de conscience et à la prise en charge des questions de santé dans les stratégies d'insertion ;
- d'assurer tout au long du parcours le lien-avec le conseiller du stagiaire si celui-ci est suivi par un prescripteur de la Région;
- d'accompagner le stagiaire ayant un projet d'insertion professionnelle dans sa démarche d'inscription à Pôle Emploi si celle-ci n'est pas effective, d'accompagner le stagiaire vers un autre prescripteur de la Région plus à même de l'aider au vu de ses particularités ;
- de co-construire avec le stagiaire le bilan final individuel de la formation ;
- de transmettre au prescripteur une synthèse du bilan du stagiaire. Lorsque qu'une poursuite de parcours est envisagée, faire le lien avec l'organisme de formation qui prendra le relais (adresser et assurer le suivi de la fiche navette avec l'autre organisme de formation, transmettre les bilans pédagogiques, et les évaluations réalisées etc.). En cas de refus, aménager un nouveau parcours de formation ;
- d'assurer le suivi post formation à 3 mois et 6 mois.

Le candidat, dans sa réponse, devra préciser le rythme et les modalités des rencontres entre le stagiaire et le référent. Si des difficultés sont rencontrées par un stagiaire, l'organisme de formation sollicite le prescripteur ou tout autre partenaire afin de limiter les abandons et de sécuriser le parcours.

5.1.4. Évaluation des acquis en cours de formation et réajustement du parcours

Des évaluations régulières doivent être organisées tout au long du parcours de formation qui pourra en conséquence être réajusté à la hausse ou à la baisse, afin de tenir compte de toute difficulté, axe de progrès ou avancée du stagiaire. Les acquisitions peuvent être consignées dans un document type "portefeuille de compétences".

5.2. Méthodes pédagogiques attendues

Afin de s'adapter à la spécificité du public souvent réfractaire aux méthodes scolaires classiques, l'organisme de formation mettra en œuvre des pratiques pédagogiques différenciées et innovantes.

Les attentes de la Région en terme d'innovation pédagogique porteront aussi bien sur les contenus que sur les durées, les rythmes de formation, le profil des équipes pédagogiques et les supports utilisés, en privilégiant notamment le numérique.

À titre d'exemple la mise en œuvre de projets collectifs sur les thèmes citoyenneté/sport/culture, permettront aux stagiaires de travailler sur les notions du Vivre ensemble et des savoir-être.

6. Financement

Les modalités de financement seront les suivantes :

- Financement à l'heure groupe, en fonction du nombre d'heures suivies par un groupe de stagiaires en centre. Un minimum de six stagiaires est attendu tout au long de la formation.

7. Animation du dispositif

Tout au long de l'exécution du marché, la Région pourra mettre en place une animation du dispositif sous forme de journées d'échanges, à raison d'une journée maximum par trimestre. Dans ce cadre, le titulaire s'engage à participer activement à l'ensemble des manifestations mis en place par la Région.

8. Évaluation

Les actions de formation seront évaluées en fonction des indicateurs suivants :

- Taux de public ayant atteint le degré 2 du cadre de référence de l'ANLCI;
- Taux de poursuite de parcours vers les programmes du Programme Régional de Formation 2019/2022 à 3 et 6 mois ;
- Taux de sortie positive vers l'emploi ou vers une formation qualifiante à 3 et 6 mois ;
- Niveau de satisfaction des stagiaires sur la qualité de la formation et l'accompagnement.

III. Principes et obligations

1. Accueil, prescription, recrutement

1.1. Présentation du réseau des prescripteurs habilités et de ses missions

La loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle a institué un droit individuel pour toute personne à l'information, au conseil et à l'accompagnement en orientation et un Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) tout au long de la vie. Cette loi a confié à la Région le rôle d'organiser et de coordonner les actions des organismes participant au SPRO.

Parmi les acteurs du SPRO, la Région a identifié un réseau de structures habilitées à orienter les publics vers les formations financées par la Région, structures dénommées prescripteurs :

- les agences Pôle Emploi ;
- les Missions Locales ;
- les conseillers d'insertion des Conseils Départementaux pour les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active en contrat d'insertion (dans

quelques bassins, certaines structures sont désignées par les Départements pour accomplir cette mission en leur nom) ;

- les CAP EMPLOI ;
- les Centres d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF) ;
- l'Association pour l'Emploi des Cadres ;
- les 9 OPACIF (organismes paritaires collecteurs agréés pour le financement du Congé Individuel de Formation).

Ces prescripteurs habilités :

- accompagnent les demandeurs d'emploi dans la construction d'un projet professionnel réaliste ;
- identifient avec le demandeur d'emploi les moyens à mettre en œuvre pour lui permettre d'atteindre cet objectif ;
- valident le projet de formation correspondant ;
- formalisent la prescription via les outils mis en place par la Région, après avoir vérifié que les candidats sont bien éligibles au dispositif et qu'ils disposent des prérequis nécessaires ;
- donnent leur avis sur les demandes de poursuite de parcours pour les stagiaires déjà en formation, via les outils mis en place par la Région ;
- veillent à ce que les pièces requises pour l'entrée en formation du stagiaire soient rassemblées.

1.2. Information auprès des prescripteurs

Le titulaire engage un véritable partenariat avec tous les membres du réseau des prescripteurs habilités présents sur le territoire sur lequel l'action de formation est susceptible d'être mise en œuvre, voire sur l'ensemble du territoire régional.

Dès réception du bon de commande, le titulaire :

- fournit les informations nécessaires à la prescription (prérequis, contenus, finalité...) qui permettent aux conseillers de fiabiliser le projet de formation du candidat ;
- communique, dans les meilleurs délais, les informations relatives aux réunions d'information collective ou aux plages de rendez-vous individuel (dates, horaires, lieux, etc.), via les outils mis en place par la Région ou par ses partenaires habilités, notamment le Carif Oref Occitanie;
- met en œuvre les actions de communication nécessaires au recrutement des candidats, en lien avec les membres du réseau des prescripteurs habilités : actions sur l'image des métiers ou de repérage des publics, par exemple ;
- associe systématiquement les partenaires du SPRO et les prescripteurs lors de journées portes ouvertes ou aux clôtures des actions. Il peut également proposer des invitations aux réunions qu'il organise.
-

1.3. Information auprès des acteurs de proximité :

La question du repérage et de la prescription est fondamentale pour la réussite de ce dispositif. Le titulaire devra engager un véritable partenariat avec tous les acteurs de proximité du champ social, socioculturel et associations des Quartiers Politique de la Ville, utiles pour le repérage et l'orientation du public illettré sur ce dispositif.

Un partenariat local fort est également à construire avec les centres de ressources illettrisme et alphabétisation qui animent des rencontres régulières, en direction des acteurs de proximité, autour de la sensibilisation à la question de l'illettrisme, et de l'accompagnement de ces publics.

De plus, au regard des problématiques rencontrées par les publics visés, un partenariat renforcé avec des structures/professionnels du domaine médico-social devra faire partie intégrante du dispositif. Ce partenariat a pour objectif de faciliter la résolution des problématiques d'ordre social ou médico-social pouvant représenter un frein au bon déroulement et à la sécurisation du parcours de formation du stagiaire.

Dès réception du bon de commande, le titulaire s'organisera avec le Centre Ressources Illettrisme Analphabétisme (CRIA) de son territoire, pour participer aux actions d'information et de sensibilisation concernant le repérage du public, afin de fournir et de proposer aux acteurs de proximité :

- les informations nécessaires à l'orientation (prérequis, contenus, finalité...);
- les informations relatives aux réunions d'information collective ou aux plages de rendez-vous individuel (dates, horaires, lieux, etc.).

1.4. Accueil et information des candidats

A minima, avant chaque session de formation et de préférence tout au long de l'année, le titulaire organise un accueil pour tout candidat afin d'apporter toutes les informations relatives à la formation dispensée, notamment sur :

- **la procédure de recrutement**: critères d'accès, prérequis, modalités de sélection, lieux et heures des séances d'information collectives,
- **la formation** : le programme de formation et le financement par la Région, les objectifs de la formation, le contenu, les modalités d'évaluation, de reconnaissance et/ou de validation des acquis de la formation, les dates et lieux des sessions de formation ;
- **la protection sociale** : modalités de prise en charge.

1.5. Recrutement des candidats

L'organisme de formation procède au recrutement des stagiaires dans le respect des critères définis par la Région.

Il s'assure de l'éligibilité du candidat à ce dispositif de formation, notamment en vérifiant le niveau linguistique.

Il vérifie l'identité du stagiaire et effectue une copie de sa pièce d'identité qu'il dépose dans l'outil SIGMA FP (pour les formations cofinancées par le FSE).

L'organisme veillera à constituer des groupes équilibrés, afin que la formation se déroule dans les meilleures conditions collectives et individuelles.

Le titulaire informe systématiquement les prescripteurs et les organismes ayant proposé des poursuites de parcours, des résultats de la sélection des candidats, et tout particulièrement sur les motifs de non sélection d'un candidat.

Il devra saisir la liste des candidats et les suites données à leur candidature dans un outil unique. L'organisme de formation pourra apporter des compléments d'information à la demande des prescripteurs.

La Région pourra organiser sur chaque territoire des réunions d'animation autour des programmes régionaux, et notamment autour de la régulation des entrées en formation et du suivi des parcours des stagiaires. Le titulaire s'engage à participer à ces réunions qui pourront se dérouler à raison d'une fréquence moyenne d'une fois par mois en fonction des territoires et des programmes.

2. Mise en œuvre de la formation

Lorsqu'il effectue des prestations de formation, le titulaire est tenu au respect des règles applicables à l'activité d'organisme de formation précisées dans la partie VI du Code du Travail.

Dès la notification du bon de commande et pendant toute la durée d'exécution de celui-ci, le titulaire demeure entièrement responsable de la conduite de l'action de formation et des publics accueillis.

2.1. Organisation des sessions de formation

L'organisation modulaire de la formation permet des entrées et sorties régulières des stagiaires, de manière individuelle ou collective, tout au long de l'année ou à plusieurs moments de l'année, des flux de candidats. Ces différentes périodes de mises en œuvre constituent des sessions de formation.

Les effectifs prévisionnels mentionnés sur le bon de commande, le sont à titre indicatif. En effet, l'organisme de formation peut attribuer autant de parcours que possible dans la limite du volume horaire global attribué au bon de commande et, dans la mesure où ces parcours pourraient être menés à terme, avant la date d'échéance du bon de commande.

Pour tous les bons de commande, les entrées en formation doivent se faire sur l'année civile du démarrage prévisionnel de l'action indiquée sur le bon de

commande. Ainsi, pour un bon de commande allant de janvier N à juin N+1, tous les stagiaires doivent être rentrés sur l'année N. L'année N+1 étant utilisée exclusivement pour achever les parcours.

La constitution d'un groupe de stagiaires est limitée à 15 stagiaires maximum en simultané. Des stagiaires ayant un autre financement (FONGECIF, Pôle Emploi, OPCA, etc.) peuvent être intégrés dans la limite de cet effectif maximal.

2.2. Inscription des stagiaires et déclaration d'ouverture

La Région met en œuvre un flux automatisé des données stagiaires saisies dans SIGMA FP vers le portail DEFI de l'ASP afin de faciliter le déclenchement de la rémunération des stagiaires.

Le titulaire procède à l'ouverture de l'action dans SIGMA FP le jour même de l'entrée en formation des premiers stagiaires.

S'il s'agit d'actions cofinancées par le Fonds social européen (FSE), le titulaire devra remplir des obligations spécifiques :

- faire remplir au stagiaire un questionnaire de recueil des données ;
- saisir ces données dans SIGMA FP.

2.3. Accueil du stagiaire

Au démarrage de son parcours, toutes les informations relatives au déroulement et aux modalités d'organisation de la formation doivent être transmises au stagiaire. L'essentiel de ces données devra figurer dans un livret d'accueil personnalisé qui sera remis au stagiaire.

Ainsi, le titulaire informe le stagiaire des points suivants :

- le programme, l'emploi du temps et les horaires de sa formation ;
- les contenus pédagogiques ;
- la validation de sa formation (attestation) ;
- les modalités d'évaluation de la formation ;
- les conditions d'accès, de restauration et d'hébergement le cas échéant ;
- les coordonnées des formateurs et des différents référents (administratifs, handicaps et pédagogiques), des responsables de l'organisme de formation, ainsi que de la liste des intervenants de chacune des disciplines ;
- les modalités d'organisation d'élections de délégués de stagiaires, et leur rôle ;
- le règlement intérieur établi dans le respect du code du travail, également affiché dans les locaux du titulaire ;
- l'importance de répondre aux enquêtes de fin de formation, à trois et six mois après sa sortie de formation ;
- l'information du financement de sa formation par la Région et de la participation du Fonds Social Européen, le cas échéant.

L'organisme rappelle au stagiaire ses obligations : assiduité, ponctualité, respect du règlement intérieur et du contrat de formation, etc.

2.4. Contrat de formation

Au démarrage du parcours de formation, un contrat individuel de formation est conclu entre le stagiaire et le titulaire. Il pourra être amendé ou modifié à tout moment et notamment, à l'issue de la phase de positionnement individuel en fonction du parcours de formation pré-élaboré avec le stagiaire. Le contrat individuel de formation doit être signé au plus tard le jour même de l'entrée en formation du stagiaire. Une copie de ce contrat est conservée par le prestataire de formation qui le tient à la disposition de la Région.

Véritable engagement réciproque entre le stagiaire et l'organisme de formation, ce contrat se doit de :

- formaliser les objectifs de la formation en stipulant les caractéristiques et l'organisation de l'action : durée en centre et en entreprise, moyens pédagogiques et techniques mis en œuvre ;
- contractualiser un parcours de formation prévisionnel ;
- permettre le réajustement de parcours autant que nécessaire ;
- préciser les modalités d'évaluation, de reconnaissance et/ou de validation des acquis ;
- comporter les mentions obligatoires prévues par le Code du travail ;
- mentionner le coût prévisionnel de la formation ;
- spécifier les conditions d'attribution de la protection sociale,
- comporter les noms et qualités des personnes responsables de la formation ;
- décrire les conditions matérielles de la formation : lieux, équipements, ressources documentaires, restauration etc. ;
- rappeler l'engagement attendu des stagiaires en termes d'assiduité.

Le statut de stagiaire de formation est conditionné à la signature de ce contrat de formation. Le stagiaire dispose d'un délai de rétractation de 10 jours calendaires, à compter du jour de la signature du contrat.

2.5. Prise en compte des personnes en situation de handicap

La loi du 11 février 2005 relative au principe de la non-discrimination des stagiaires rappelle que les personnes en situation de handicap doivent bénéficier des mêmes conditions d'entrée et de traitement que les autres personnes en formation.

Le décret n° 2006-26 du 9 janvier 2006, relatif à la formation professionnelle des personnes handicapées ou présentant un trouble de santé invalidant, précise que le prestataire de formation devra assurer l'accessibilité des formations, identifier les besoins spécifiques liés au handicap du stagiaire et proposer les adaptations utiles à la compensation du handicap.

L'organisme de formation devra donc adapter ses modalités d'accueil, de durée, d'évaluation et de suivi de la formation pour tenir compte du handicap de certains stagiaires. Il établira des règles de fonctionnement internes destinées à garantir la prise en compte des personnes en situation de handicap et désignera un référent handicap au sein de sa structure.

Les adaptations peuvent porter sur le recours au temps partiel, l'adaptation des outils pédagogiques, l'aménagement des examens, etc. Selon les besoins identifiés, l'organisme de formation pourra solliciter auprès de l'Agefiph une aide complémentaire et spécifique pour permettre à la personne de suivre la formation dans les meilleures conditions.

Cette aide peut porter sur :

- les prestations ponctuelles spécifiques visant à compenser les contraintes induites par certains handicaps ;
- les aides humaines : interface de communication ou interprète en langue des signes pour les déficients auditifs ;
- les adaptations pédagogiques : soutien pédagogique complémentaire justifié par le handicap ;
- l'adaptation des situations de formation : écran adapté à la déficience visuelle.

Pour plus d'informations sur ces mesures, consulter le site : www.agefiph.fr.

2.6. Elections du délégué des stagiaires

Conformément au code du travail, l'organisme de formation organise une élection de délégués des stagiaires pour toute formation supérieure à 200 heures. Les modalités d'organisation de ces élections sont à adapter en fonction du rythme des entrées des stagiaires.

2.7. Formation en Centre

2.7.1. Justificatif de réalisation

Pour toutes les phases en centre, le titulaire doit être en mesure d'en démontrer la réalisation par l'existence de feuilles d'émargement mais aussi par la production de documents de suivi : fiches d'intervention de cours, résumés des séances d'enseignement, tableaux de suivi des démarches extérieures avec cachets des structures visitées (entreprises, médiathèques,...).

2.7.2. Emargement

Afin de justifier et de contrôler les heures en centre par stagiaire, le titulaire met en œuvre les modalités de suivi en centre par la production et la signature de feuilles d'émargement par le stagiaire pour chaque demi-journée de formation. Celles-ci devront être conservées par l'organisme de formation. Les modalités sont précisées dans le CCAP.

Le cas échéant, la Région se réserve la possibilité de faire évoluer le recueil des émargements –*process* électronique- et en informera le titulaire le moment venu.

2.7.3. Saisie mensuelle des heures réalisées

Conformément aux conditions fixées dans le CCAP, le titulaire saisit tous les mois dans SIGMA FP les états de présence du stagiaire en précisant le nombre d'heures réalisées mensuellement, en centre. Cette déclaration doit être conforme aux justificatifs des feuilles d'émargement en centre.

Elle ne peut en aucun cas dépasser la durée maximale par jour et par semaine définie par le Code du Travail.

3. Au terme de la formation

3.1. Bilan individuel du parcours du stagiaire

Afin d'accompagner le stagiaire jusqu'au terme de son parcours de formation, le titulaire s'engage à :

- formaliser un bilan du parcours de formation du stagiaire effectué de manière individuelle. Ce bilan pourra être complété par un bilan de l'action ou de session de formation dans un cadre plus collectif ;
- mettre à disposition du stagiaire un ordinateur pour lui permettre de répondre à l'enquête de satisfaction mise en ligne sur le site de la Région dans les deux dernières semaines de la formation ;
- communiquer le bilan de formation au réseau des prescripteurs qui prend le relais lorsque la situation personnelle du stagiaire le nécessite (volonté de poursuivre la montée en compétences ...) ;
- Favoriser les poursuites de parcours et les évolutions professionnelles en mobilisant notamment son réseau de partenaires économiques.

3.2. Attestation de fin de stage – portefeuille de compétences

En fin de formation, l'organisme remettra au stagiaire et au prescripteur une synthèse de ses acquis et un plan d'action adapté à la suite du parcours envisagé.

Quelle que soit la finalité de l'action de formation et la durée de la formation, le titulaire délivre en fin de formation une attestation/portefeuille de compétences mentionnant la nature et la durée de la formation, les résultats obtenus aux évaluations, les compétences acquises. Si des expériences significatives ont été développées, elles seront consignées.

L'attestation portera obligatoirement les cachets et signatures de l'organisme de formation.

Ce portefeuille permettra au stagiaire de valoriser ses acquis dans toutes les étapes de son parcours professionnel.

3.3. Poursuite de parcours

Dans le cas d'une poursuite de parcours, le prestataire de la formation initiale met le stagiaire en relation avec l'organisme qui gère la nouvelle formation envisagée par l'établissement d'une fiche navette. Ce dernier doit alors proposer au candidat un rendez-vous dans un délai maximum de 4 semaines afin d'évaluer les acquis et compléter la fiche navette en fonction des résultats :

- Soit le stagiaire a les prérequis nécessaires pour intégrer la formation visée. Dans ce cas, une place lui est réservée avec une date d'entrée prévisionnelle. L'organisme initial est informé par le biais de la fiche navette ;
- Soit le stagiaire n'a pas les prérequis nécessaires. Dans ce cas, l'organisme ayant effectué l'évaluation précise à l'organisme de formation initial les compléments de formation indispensables à une prochaine intégration. Le prestataire initial procède au réajustement du parcours, mobilise ou réoriente le stagiaire vers le prescripteur afin de lui permettre l'accès à la formation visée.

Quel que soit le résultat de l'évaluation et les suites de parcours proposées, le prescripteur doit en être informé par l'organisme de formation initial.

3.4. Interruption de parcours

Un stagiaire peut être amené à interrompre un parcours. Dans le cas d'une reprise de formation, l'organisme de formation proposera au candidat un positionnement permettant de faire état de sa situation actuelle et validera avec lui un parcours tenant compte des acquis déjà réalisés. La Région et le cas échéant, le prescripteur devront être informés des modalités de reprise du parcours et pourront solliciter des éléments complémentaires.

3.5. Saisie en fin de parcours de formation

Dès leur sortie de formation, l'organisme effectue la saisie des données de situation des stagiaires sur l'outil de gestion SIGMA FP. Il renseigne la date de sortie du stagiaire et sa situation du moment.

Il actualise dans SIGMA FP les coordonnées des stagiaires, notamment leurs numéros de téléphone et adresses e-mail, qui permettront à la Région de mener directement des enquêtes auprès des stagiaires.

3.6. Suivi post formation

Conformément aux conditions fixées dans le CCAP, l'organisme de formation saisit les bilans et situations des stagiaires dans le logiciel de gestion de la Région SIGMA FP dans les 3 mois et les 6 mois qui suivent leur sortie de formation.

Le délai de saisie de ces informations est calculé par rapport à la date de sortie effective du stagiaire.

3.7. Saisie en fin de bon de commande

Au terme du dernier parcours achevé sur le bon de commande concerné, le titulaire :

- saisit la fin de l'action de formation dans l'outil de gestion SIGMA FP ;
- dépose dans SIGMA FP le bilan pédagogique de l'action de formation (analyse globale de l'action en terme d'accès des publics, de déroulement et de situation des stagiaires à l'issue) et la demande de solde.

Des pénalités pourront être appliquées en cas de retard dans la production des pièces à transmettre en fin de formation. Les modalités sont précisées dans le CCAP.

4. Protection sociale

La Région assure la protection sociale de l'ensemble des stagiaires ne bénéficiant d'aucune rémunération par ailleurs. Les cotisations sociales des stagiaires de la formation professionnelle continue concernent la maladie professionnelle, la maternité, l'invalidité, le décès, les accidents du travail, la vieillesse et les allocations familiales.

4.1. Constitution des Dossiers de protection sociale (P2 S)

Le titulaire du marché devra utiliser l'outil de gestion informatique mis en œuvre par le prestataire de service pour saisir le dossier de la demande de prise en charge des cotisations de sécurité sociale des stagiaires de la formation professionnelle non rémunérés (P2S).

Le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre les règles et procédures relatives à la réglementation applicable en matière de protection sociale des stagiaires mentionnées dans le « Règlement d'intervention de la rémunération » téléchargeable sur le site de la Région.

Le titulaire est responsable de la constitution des dossiers de demande de protection sociale qu'il doit saisir sur l'outil informatique dans la semaine suivant le démarrage de la formation. Il devra adresser le dossier de protection sociale dûment signé par le stagiaire et l'opérateur de formation, accompagné des pièces justificatives demandées, au prestataire en charge de la gestion de la rémunération **dans les 15 jours calendaires** suivant la date de démarrage de la formation.

La Région se réserve le droit pendant la durée du marché de modifier les modalités de constitution des dossiers de protection sociale. Elle devra obligatoirement en informer préalablement le titulaire du marché.

4.2. Obligations contractuelles de l'organisme de formation

Le titulaire du marché doit :

- Transmettre aux stagiaires, lors des informations collectives, les conditions précises d'éligibilité à la protection sociale Région ;
- Assurer la liaison entre le stagiaire et le prestataire de service pour toutes opérations en lien avec la gestion administrative ou financière de son dossier de protection sociale.

En cas de non-respect de ces obligations, la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée se réserve le droit d'appliquer des pénalités sur la facturation de l'organisme de formation qui ne respecterait pas les modalités de saisie des états de présences dans un délai de 5 jours calendaires maximum après la fin de chaque mois de formation.

Les modalités sont précisées à l'article 5.2 du CCAP.

5. Moyens et supports

Dans l'esprit de la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, la Région s'assure de la capacité du prestataire de formation à dispenser une formation de qualité. Pour ce faire, la Région demande aux organismes qui répondent à la consultation de s'engager à respecter les principes évoqués ci-dessous.

5.1. Garantir la qualité des formations

5.1.1. Qualité des intervenants

Le titulaire s'assure des compétences et qualifications des formateurs et autres personnels qui interviennent dans l'action de formation.

Les formateurs devront posséder une formation ou une expérience actualisée dans le métier ou le domaine enseigné et dans la fonction de formateur.

Une part importante des intervenants sur cette action devront posséder une expérience significative auprès du public illettré.

Le statut et les conditions d'emploi des personnes dispensant la formation ainsi que ceux du personnel de direction et d'administration sont de la seule responsabilité de l'organisme.

Le titulaire détermine un organigramme hiérarchique et fonctionnel ainsi que des fiches de fonctions et/ou de missions qui démontrent une gestion du personnel structurée, organisée et rigoureuse ainsi qu'un plan de formation qui permet d'assurer la professionnalisation des intervenants.

Les formateurs doivent maîtriser et faire appliquer les règles en matière d'hygiène et sécurité, de prévention des risques et d'équipements de protection individuelle.

5.1.2. Modification des modalités de mise en œuvre

Le titulaire informe par courrier la Région de tout changement relatif à la modification de l'équipe pédagogique intervenant au cours de la formation et adresse les nouveaux CV :

- avant le début de la formation : si le profil et les compétences des nouveaux formateurs ne correspondent pas à ceux indiqués dans son offre, la Région se réserve la possibilité de suspendre le démarrage de la formation dans l'attente d'un retour à la conformité ;
- pendant la formation : la Région sera très attentive au maintien de la qualité des formateurs et pourra demander toute précision pour s'en assurer ;
- en cas d'absence ou de départ d'un formateur, celui-ci doit être remplacé sans délai par un formateur ayant une qualification au moins équivalente. La formation ne peut être interrompue pendant le délai minimal nécessaire au remplacement du formateur absent.

Via SIGMA FP, le titulaire peut saisir des demandes de modifications en ligne qui portent sur :

- le RIB et les contacts du titulaire ;
- le SIRET, le représentant légal, l'adresse, les coordonnées du titulaire ;
- les modifications de dates ;
- les modifications de sites ;
- les modifications de certification.

La Région se réserve le droit de refuser les modifications substantielles (formateur, site de réalisation etc.) demandées si celles-ci venaient à altérer la qualité de la prestation.

5.1.3. Présence effective du formateur auprès des stagiaires

Même si l'autoformation permet au stagiaire d'apprendre au sein d'un dispositif de formation tout en développant son autonomie, la Région tient à ce que cette autoformation soit assistée ou tutorée. Le formateur doit être présent physiquement pour soutenir les stagiaires dans le processus de formation, pour répondre aux questions, éviter les blocages, encourager ceux qui sont en difficulté et apporter les ressources nécessaires en temps voulu.

5.1.4. Référents

- **Référent administratif** : le titulaire de l'action s'engage à désigner un référent administratif et à communiquer son nom et ses coordonnées aux stagiaires dès leur entrée en formation.
- **Coordinateur pédagogique** : de même, un référent pédagogique doit être désigné. Son nom et ses coordonnées devront également être communiqués aux stagiaires dès leur entrée en formation. Il sera l'interlocuteur privilégié des stagiaires et celui de la Région tout au long de la formation. Cette personne, ou à défaut son suppléant, devra être disponible à tout moment lors des périodes en centre et en entreprise pour répondre aux attentes des stagiaires ou de la Région.
- **Référent handicap** : le titulaire de l'action s'engage à désigner au sein de sa structure une personne ressource qui aura pour rôle d'accompagner la mise en place d'un parcours de formation individualisé et adapté aux besoins de la personne handicapée. Il aura également la charge de mobiliser l'ensemble de l'équipe sur les questions relatives à l'accueil des personnes handicapées.

5.2. Gratuité des équipements ressources et frais pédagogiques

Afin de garantir l'égalité d'accès à la formation, les organismes de formation doivent respecter le principe de gratuité. Les prestations de formation mises en œuvre ne donnent lieu à aucun paiement. Le coût pédagogique de la formation est totalement gratuit pour le stagiaire qui doit être informé de cette prise en charge par la Région.

Ainsi, l'organisme de formation mettra gratuitement à disposition des stagiaires, pendant toute la durée de formation, les tenues de travail ainsi que le matériel pédagogique nécessaire aux apprentissages. En cas de prêt, l'organisme peut demander une caution au stagiaire en début de formation, plafonnée à 200 €, qui sera restituée en fin de formation au retour du matériel.

Toute contribution liée à la formation demandée au stagiaire est interdite. Si la Région constate de telles pratiques, elle exigera que le titulaire rembourse le stagiaire. Le cas échéant, le montant de la contribution fera l'objet d'une demande de remboursement par la Région envers le titulaire.

Le titulaire intégrera donc, dans son prix unitaire, toutes les dépenses inhérentes à la mise en œuvre de la formation et au passage des examens :

- équipements des stagiaires (y compris les équipements de protection individuelle) ;
- outillages ;
- matières d'œuvre ;

- livret du stagiaire ;
- supports de cours ;
- droits d'inscription aux épreuves de sélection à l'entrée ;
- frais de déplacement liés à la formation ;

En cas d'abandon du stage à l'initiative du stagiaire, pour emploi ou pour tout autre motif, le titulaire ne pourra réclamer aucun remboursement de frais au stagiaire.

5.3. Centre de ressources

Un accès aux ressources documentaires est mis en place pour les stagiaires (revues professionnelles, répertoires, documentation technique...) ainsi qu'un accès à Internet permettant d'effectuer les recherches utiles au vu des objectifs de l'action de formation.

Cet espace peut être utilisé de manière autonome par les stagiaires ou en présence des formateurs pour des séquences d'apprentissage, de médiation ou de prospection de stages en entreprises. Pour une utilisation optimale du centre de ressources, le prestataire accompagne le stagiaire.

Si la formation ne se déroule pas au siège de l'organisme de formation, les documents de base doivent être mis à disposition sur le lieu effectif de la formation.

5.4. Restauration et hébergement

Le titulaire du marché peut proposer aux stagiaires un service d'hébergement et/ou de restauration dans des locaux adaptés. Les équipements doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'information sur les conditions d'accès aux services de restauration et d'hébergement sera précisée aux stagiaires lors de leur recrutement et figurera expressément dans un document remis au stagiaire à l'entrée en formation.

5.5. Supports pédagogiques

Les supports pédagogiques devront être régulièrement adaptés et actualisés en fonction des données économiques récentes du secteur, des exercices et travaux dirigés/pratiques sur des plateaux techniques correspondant aux pratiques professionnelles et méthodes les plus en pointe.

5.6. Les sites de formation

Les sites d'accueil du public et des stagiaires doivent être adaptés par la mise à disposition de moyens matériels (locaux/équipements) conformes à la législation en vigueur (Code du Travail) notamment pour ce qui concerne les normes d'hygiène et de sécurité et en matière d'accueil des personnes handicapées.

Les sites devront être clairement identifiés par une signalétique, tant à l'extérieur que dans les salles de formation.

L'organisme doit disposer au minimum d'un téléphone avec répondeur sur le lieu de formation, d'un accès Internet, d'un local de détente pour les stagiaires, d'un bureau pour les formateurs et d'un accès pour les personnes à mobilité réduite.

Lors des séquences nécessitant l'utilisation d'un ordinateur, le titulaire devra mettre à disposition un poste informatique par stagiaire.

Conformément à son offre, le titulaire s'engage à réaliser l'action de formation sur le ou les site(s) indiqué(s) avec les conditions d'accueil et les moyens matériels spécifiés.

Tout changement relatif au site de réalisation (adresse, conditions de réalisation, matériel ...) en cours d'exécution du bon de commande doit faire l'objet d'une demande auprès de la Région. L'organisme précisera les conditions d'accueil du nouveau site. La modification devra cependant respecter la zone géographique prévue dans le marché.

Les locaux de formation du titulaire doivent respecter les normes en vigueur quels que soient les déficiences ou les handicaps des personnes accueillies. L'accessibilité des locaux de formation se mesure à la possibilité de stationnement automobile, à l'accès aux bâtiments et à la circulation dans ces bâtiments, aux sanitaires adaptés, etc.